

De l'autre Côté du Miroir

Partie 2

ou

**De la « Zone A Défendre »
à la « Zone d'Autonomie Définitive »**

Décembre 2013
Zadista Anarkia Corpus

Dans cette deuxième partie de l'ouvrage, je vous proposerais, après un prolongement de la réflexion sur les suites de la lutte, d'étudier un exemple de « programme » applicable sur la ZAD de Notre-Dame-des- Landes (ci-dessous nommée « la ZAD » pour faciliter la lecture) afin de faire de celle-ci une réelle zone autonome et autogérée (avec « gérée » dedans) apte à inspirer un mouvement de désobéissance civile de grande ampleur.

Ce « programme » aura pour but, plutôt que d'être appliqué tel quel, de montrer le potentiel accessible et des pistes de départ, afin de donner envie de s'organiser et de définir collectivement un programme consensuel. Il pourra dans ce sens être adapté ou inspirer toute autre ZAD, communauté ou village autogéré.

Nous nous appuierons principalement sur les textes *La Tyrannie de l'Absence de Structure* de Jo Freeman (référéncé « TAS »), *Zone d'Autonomie Temporaire* de Hakim Bey (référéncé « TAZ ») et *Penser le Passage du Social au Politique* d'Ezequiel Adamovsky (référéncé « PPSP »).

Sortir du miroir : abandonner ses fantasmes

Nous allons ici nous attaquer à quelques présupposés qui freinent, voir bloquent le développement d'une réelle alternative complète au capitalisme.

De la nécessité d'une communication globale

1- La communication, moteur de l'autogestion

L'autogestion, ne pouvant s'appuyer sur l'autorité d'un sommet hiérarchique seul détenteur de l'information, nécessite une communication la plus développée possible entre ses membres, afin que chacun.e puisse prendre des décisions éclairées s'appuyant sur tout le potentiel de la communauté.

Afin que toute personne aie l'opportunité de s'investir dans un groupe ou d'en anticiper les activités, la structure de celui-ci devra être explicite, et non implicite. Les normes de prise de décisions doivent être ouvertes et connues de toutes, ce qui n'arrivera que si elles sont formalisées. (TAS)

Ainsi, Jo Freeman considère la communication comme un des « *principes qui sont fondamentaux pour toute structuration qui aspire à être à la fois démocratique et politiquement efficace* » :

Diffusion de l'information à tout le monde, le plus fréquemment possible. L'information est pouvoir. L'accès à l'information augmente le pouvoir individuel. (...) Plus on en sait sur le fonctionnement de quelque chose et plus on a d'information sur ce qui se passe, plus l'efficacité politique des membres du groupe est grande. (TAS)

2- Théorisation et documentation

D'autre part, nous avons déjà abordé la nécessité de théoriser et documenter nos réflexions et réalisations afin d'en donner à tou.te.s l'accès. Nous pouvons ici nous inspirer du monde du Logiciel Libre, où la documentation existe à profusion pour permettre à chacun.e d'être autonome.

Ayons conscience que théoriser et écrire, c'est transformer notre expérience, non en un revenu personnel utile seulement à nous même (et éventuellement aux personnes à qui nous déciderons de transmettre), mais, pour employer un terme barbare, un capital durable utilisable par tou.te.s.

Comprenons que si nous prenons le temps d'écrire sur une découverte que nous venons de faire, de nombreuses personnes vont en économiser d'autant plus en reprenant notre réflexion / technologie. Elles pourront ainsi dégager du temps pour écrire d'autres textes, qui nous seront en retour très utiles ...

Certes, cela nécessiterait de retrouver le goût de la lecture et de l'écriture. Mais ne l'avons nous pas perdu encore une fois pas sur-réaction au conditionnement très présent dans la littérature capitaliste ? Plutôt que de ne plus lire, lisons les textes des camarades, enrichissons-nous, et, en retour, écrivons à notre tour pour partager nos réflexions. Et ensemble, construisons de nouveaux mondes en apprenant des expériences de nos prédécesseur.euse.s afin avancer plus loin.

3- Communication sur nos réalisations

Dans une optique d'exemplarité (en le sens d'UN exemple, pas de l'Exemple), nous devons absolument développer la communication sur l'ensemble des formidables réalisations de la ZAD.

De nombreuses choses sont construites, de nombreuses expériences menées, de nombreux débats et ateliers, de nombreuses réflexions organisationnelles aussi, mais qu'en ressort-il ? Une expérience toute personnelle très peu partagée, et l'impression depuis l'extérieur que rien ne se passe puisqu'aucun compte rendu n'est jamais disponible.

Il nous revient, pour rétablir la balance face à la diffamation médiatique et gouvernementale, d'œuvrer pour faire passer le message qu'il est possible, maintenant, de lutter pour un monde plus libre en le construisant, et que c'est ce que nous faisons, au delà des chicanes et des combats, au delà des vols et des violences, au delà de la gadoue et du bidon-ville. N'ayons pas honte de prouver que nous faisons plus que ça, et montrons à tous le pouvoir d' *« un peuple qui se lève »*.

De la nécessité de reconsidérer la technologie

Comme nous l'avons vu, il est nécessaire de proposer au plus grand nombre une solution qui leur corresponde. Pour cela, nous ne pourrions rejeter de façon totalitaire la technologie. Si nous pouvons nous satisfaire d'une cabane dans les bois, ce n'est pas le cas de tou.te.s. Peut-être, une fois nous ayant rejoint, apprendront-il.le.s à vivre plus simplement, mais pour l'instant, nous devons leur proposer plus.

D'autant plus que de nombreuses technologies autonomisantes, écologiques et économiques sont aujourd'hui disponibles et sous-employées, car non profitables au capital d'un côté, et discréditée ou délaissée de l'autre ; il convient de faire connaître au grand jour leur potentiel dans une société alternative :

- techniques de production d'énergies propres et de réduction de la consommation (éolienne à pales souples, moteurs à eau, à hydrogène ou Stirling, culture de micro-algues pour produire de l'huile, etc.)

- agriculture respectueuse de l'environnement favorisant une autonomie locale (permaculture, culture d'algues spirulines, etc.) nécessitant un investissement sur le long terme difficilement compatible avec la stratégie de la TAZ (et le gavage des champs par nos amis en bleu ...)

- technologies « industrielles » aujourd'hui fabricables en DIY¹ grâce, notamment, à l'extension de la notion du Libre au matériel, et la diffusion de plans en licence libre pour fabriquer de l'électronique quotidien (smartphone, tablette, ordinateur) à l'outillage de production (Fablab notamment) en passant par des plans de voiture, moto, ULM ou drones !

1 DIY : Do It Yourself, Fait le Toi Même. Auto-construction autonomisante

Bien-sûr, tout cela n'est pas forcément nécessaire, mais n'oublions pas que nous concevons un système transitoire. Il sera nécessaire de faire des concessions pour offrir à chacun.e ce dont il.le a (ou croit avoir) besoin ; d'autre part, ces concessions peuvent améliorer grandement notre efficacité (moyens de communication notamment).

Toute machine utile à tous a sa place, mais il ne devrait pas y avoir place pour des machines qui concentrent le pouvoir entre les mains de quelques-uns et transforment les masses en simples surveillants des machines, quand celles-ci ne leur volent pas leur emploi.

(Gandhi)

Sortons du dogmatisme néo-luddiste (mouvement moderne d'opposition au progrès technologique) : les Luddites avaient, en fait, une position beaucoup plus complexe et ne détruisaient que les machines produisant du travail de moindre qualité et s'opposaient à la montée d'une classe de petits exploitants.

De la nécessité d'apporter des réponses aux problèmes sociaux

Si nous voulons éviter « *la dislocation de l'ordre social* » (PPSP), nous devons également nous organiser pour gérer les problèmes de vol, de cohabitation et de violence que nous ne pouvons nier et auxquels nous devons apporter des réponses.

Nous ne pouvons nous satisfaire d'expliquer que les dérives sociales sont dues à la société, et que dans une société utopique, ces problèmes n'auraient pas lieu. Nous ne vivons pas dans une telle société, et c'est avec des gens n'y vivant pas que nous devons la construire.

Bien-sûr, nous ne résoudrons pas tout d'un coup de baguette magique. Cependant, en prenant les mesures adéquates, nous pourrions supprimer les causes de nombreux problèmes, dégageant ainsi de l'énergie pour s'atteler sérieusement à ceux qui restent.

Au delà de la réflexion générale sur les mécanismes sociaux de régulation entamée dans *L'Enfer c'est les Autres*, nous allons réfléchir ci-dessous aux solutions à apporter aux trois problèmes principaux que nous connaissons sur la ZAD, afin de se permettre d'avancer dans les meilleures conditions.

1- Des problèmes de vol :

Dans le ZAD'nnonces de la semaine du 6 au 12 août 2013, des habitants s'interrogent : *« suite à des vols de matos, bouffe, argent, etc. dans plusieurs lieux, des révolté.e.s cherchent à savoir pourquoi ? »*

Laissons de côté l'explication de la pénurie : un travail sur l'autonomie et la répartition des richesses nous mènera rapidement à une société d' « abondance » où chacun peut avoir ce dont il a besoin et où il n'est nul besoin de voler son voisin. Cependant, nous ne pouvons expliquer tous les vols commis sur la ZAD par la nécessité. Pourquoi donc connaît-on autant de vols entre frères et sœurs de lutte ?

Peut-être parce que depuis trop longtemps nous laissons dire sur la ZAD que *« la propriété privée a été abolie »*, que prendre un sac, c'est le *« freechoper »*, que quand on a rien, il y a le *« RPP² »* ... Quand certain.e.s y comprennent (et on ne peut leur en vouloir) que l'on peut tout prendre, et que s'y opposer, c'est *« être encore à Babylone »*, on fini par avoir *« peur ! La barbarie avec son lot de pillages et de vandalismes fait-elle partie de l'autre monde ? »* (même ZAD'nnonces).

La barbarie et son lot de pillage ne fait pas partie de l'autre monde, elle fait partie de nous en tant qu'ancien.ne.s *« babylonien.ne.s »*. En rejetant la propriété capitaliste sans poser les bases d'une nouvelle forme de propriété, nous laissons les nouveaux arrivant.e.s sans repère. Il.elle.s sont alors voué.e.s à reproduire, instinctivement, les comportements appris à Babylone ...

2 RPP : Réseau Pillage Partage, coutume mise en place pendant les expulsions de prendre dans les liens biens fournis pour approvisionner les barricades et les lieux éloignés, ayant légèrement dérapé depuis

Il semble nécessaire, pour résoudre ces problèmes, de « *rectifier les mots* » comme diraient les sages chinois de l'école des Noms : clarifier les notions de propriété privée, collective, de freeshop, de vol, ...

Si nous voulons lutter contre le capitalisme et son conditionnement à l'hégémonie de la propriété privée, nous devons à tout pris éviter de tomber dans la sur-réaction (je me drogue parce que c'est interdit, mais à qui cela profite-t'il ?) et « *le piège d'un fantasme dont les idées nous oppriment* » (TAZ).

Abolir la propriété privée, c'est basculer d'un intégrisme vers l'autre ... Nous sommes à la ZAD, pas en URSS ; chacun à le droit d'avoir ses possessions individuelles, et on connaît (et constate) les résultats d'une vision communiste de la suprématie de la propriété collective.

2- Des problèmes de cohabitation

La plupart des problèmes de cohabitation sont inhérents à l'idéologie de l'« *absence de structure* » (TAS) : tant que les habitant.e.s restent entre eux.elles, le caractère informel de la structure organisationnelle n'est pas un problème, puisqu'il.le.s se connaissent et sont habitué.e.s à vivre et travailler ensemble.

Cependant, s'il.le.s mettent en place des ateliers (ou autres) ouverts et/ou accueillent des personnes extérieures, n'ayant pas réfléchi et explicité leurs modes de fonctionnement, il.le.s ne sauront pas les expliquer aux invité.e.s ; ceux.celles-ci n'auront donc aucun moyen d'adapter leur comportement à celui du collectif.

Les habitant.e.s n'ayant aucun moyen d'expliciter une incompatibilité des modes de fonctionnement en collectif, généralement le problème macère jusqu'à ce que quelqu'un.e explose et vire l'« intrus.e » en usant, faute de mieux, de jugements de valeurs méprisants (« *t'es un crasseux* » plutôt que « *ici, chacun fait ça vaisselle* », « *tu sais pas vivre en communauté* » plutôt que « *ici, évite les insultes pour garder un climat serein* » ...).

N'oublions pas que chacun.e réapprend, petit-à-petit, à vivre libre en communauté. Si l'autogestion était naturelle pour tout le monde, aurions-nous besoin de nous battre ? De plus, n'oublions pas qu'un système autogestionnaire ne peut aspirer à mettre en place un mode de fonctionnement universel. Il doit prendre en compte et **concilier** les différents modes de fonctionnements individuels (voir par exemple l'Annexe 1 : Du Partage de Tâche en Autogestion).

C'est pourquoi il me semble indispensable de réfléchir et d'expliciter nos modes de fonctionnement individuels et collectifs. Que chaque personne se demande comment elle veut vivre sont autogestion en collectif, que chaque lieu définisse le mode de fonctionnement que ses habitant.e.s veulent construire ensemble dans une Charte d'Occupation accessible à tou.te.s.

Ainsi, les nouveaux.elles arrivant.e.s pourront beaucoup plus facilement trouver leur place, et le collectif aura les moyens de rectifier les dysfonctionnements en pointant du doigt les comportements gênants plutôt que les gêneurs.

3- Des problèmes de violence

Ayant attaqué les problèmes de vols et de cohabitation, nous devrions déjà avoir réduit grandement les causes de violence. La compréhension de la propriété d'autrui et de ses modes de fonctionnement permettra d'éviter de nombreux conflits. La possibilité de revendiquer ses droits en toute légitimité réduira les recours à la violence.

Cependant, nos modes de communication sont souvent agressifs et aliénants et nous ne sommes pas formé.e.s à une compréhension claire et empathique d'autrui (voir ainsi *Appel à l'Ouverture* en annexe du Corpus). Les méthodes de Communication Non-Violente élaborées par Marshall B. Rosenberg, par exemple, permettent une résolution des conflits par la compréhension plutôt que la violence.

Bien-sûr, nous ne supprimerons pas toute la violence ancrée en nous (et nos visiteur.euse.s) si facilement. Alors, face aux problèmes de violence restant, nous devons trouver une autre réponse que le laxisme et la milice. Ne plus laisser les situations s'envenimer et se répéter jusqu'à l'inacceptable. Savoir où sont les limites, repérer les comportements qui les dépassent, et rectifier le tir avant qu'il ne soit trop tard.

Et, le cas échéant, distinguer ces comportements des individus, et savoir que souvent il s'agit de « *délinquant[.e.s] relationnel[.le.s] (celui qui, ni responsable, ni coupable, relève d'une série d'agencements existentiels faisant de lui un être incapable de contracter, donc d'entretenir une quelconque relation éthique)* » (Michel Onfray, *La Puissance d'exister*). Accepter les gens tel qu'il.le.s sont et non tel qu'on voudrait qu'il.le.s soient, et avoir des solutions adaptées à leur proposer.

Formation à la Communication Non Violente, arts martiaux apprenant à canaliser sa colère, lieux regroupant des « travailleur.euse.s sociaux.ales » spécialisé.e.s dans la gestion de la violence, ou salle de sport pour se défouler, de nombreuses idées pourraient être réfléchies puis mise en place.

4- De la nécessité d'un procédure de résolution des problèmes et conflits

Comme nous l'avons vu dans *l'Enfer c'est les Autres*, on se doit d'anticiper les problèmes et conflits : si nous rejetons les mécanismes de régulation de la société capitaliste, nous nous devons de proposer nos propres méthodes.

Il sera donc nécessaire de mettre en place un code procédurier ayant une portée normative (et non restrictive : il indique comment on se propose, à priori, de régler les conflits) offrant un cadre de référence et une légitimité aux personnes souhaitant faire respecter les résolutions collectives.

Bien-sûr, cette procédure devra intégrer une première étape de dialogue entre le collectif et le(s) individu(s) en cause. Elle devra ensuite proposer plusieurs solutions suivant les situations, par exemple : adaptation du collectif (et rectification de la charte d'occupation), exclusion temporaire ou permanente du lieu (si les incompatibilités de mode de fonctionnement ne sont pas supportables, et que d'autres lieux existent où la personne serait plus à sa place), ou des solutions adaptées proposées par d'autres collectifs (voir propositions pour les problèmes de violence ci-dessus par exemple).

De l'autre côté du miroir : construisons une Zone d'Autonomie Définitive (ZAD 2.0/SO ?)

Nous allons donc réfléchir à un programme permettant d'obtenir l'autonomie en termes d'approvisionnement, de transformation (production de biens) et de défense, et de gérer les problèmes de vols, de cohabitation et de violence. Une fois cette étape franchie, nous devrions pouvoir nous reposer un peu avant d'attaquer les nouveaux défis qui s'offriront à nous ...

Cette proposition est totalement adaptable ; elle vise simplement à démontrer comment, en attaquant les principaux problèmes de face, tout en fixant des priorités réalistes en plusieurs étapes transitoires (« think global, act local »³, géographiquement mais aussi temporellement), nous pourrions rapidement nous libérer quasi-totalement du capitalisme tout en développant une efficacité redoutable.

Bien-sûr, cela nécessite de faire certaines concessions ; n'oublions pas que nous travaillons sur des systèmes transitoires. C'est pourquoi certaines des propositions sembleront incongrues, voir contraire à certains idéaux ; cependant, si certains choix vont dans le sens de nos priorités à court terme et nous permettent de construire notre autonomie plus rapidement ou plus efficacement, les gains à moyen ou long terme justifient ces « entorses » à notre « code d'honneur » ...

Ainsi, nous avons vu qu'il semble nécessaire, dans un premier temps, d'accepter d'explicitier et de mettre en place des structures organisationnelles « test » afin de théoriser et documenter les modes de fonctionnement autogestionnaires efficaces réutilisables suivant les situations. Il nous faudra pour cela accepter de reprendre

3 Penser global, agir local : avec une vision globale du projet, viser l'efficacité en agissant localement selon ses possibilités

l'habitude de lire et d'écrire, ce qui, à long terme, sera bénéfique à tou.te.s. Enfin, il nous semble nécessaire d'accepter l'usage de l'informatique afin de transmettre rapidement et à tou.te.s les informations ; et ainsi libérer la parole pour une réelle communication plutôt que des colportages et partages d'infos élitaires.

Nous allons si dessous analyser chacun des points à travailler les uns après les autres. Cependant, gardons à l'esprit que le programme proposé est constitué de 3 étapes ; les travaux effectués dans chacun des points permettent la mise en place de l'étape suivante. N'hésitez pas à vous référer au tableau récapitulatif en fin d'ouvrage pour avoir une idée de l'évolution générale et de la façon dont chaque point s'intègre dans la stratégie d'ensemble.

Autonomie en approvisionnement

Nous viserons ici un double objectif : d'une part réduire et rationaliser nos dépenses afin de combattre le capitalisme en réduisant notre impact économique ; ensuite libérer le temps et l'énergie que nous consacrons à la récup (au sens propre comme au figuré) ou aux courses, à la manche ou la paperasse pour le RSA, au « *pillage* » des voisins et à l'enlèvement des déchets d'emballages, afin de se consacrer à un travail de construction de notre autonomie à long terme. Ce qui ne veut pas dire que nous ne devons plus faire de récup ou recevoir de dons, mais que nous ne devons compter dessus et que nous devons nous organiser pour pouvoir nous approvisionner de façon sûre, qualitative et raisonnée.

Nous réfléchissons ici à comment la ZAD pourrait s'organiser pour subvenir au besoin de ses habitant.e.s en terme de matières premières. Nous verrons plus loin comment transformer et distribuer (financer puis répartir) ces richesses.

1- Alimentation

L'autonomie alimentaire par l'autoproduction en permaculture est bien-sûr l'objectif à long terme. Cependant, une permaculture efficace nécessite une installation et un investissement à long terme sur une terre que l'on fait évoluer au cours des années jusqu'à obtenir une efficacité maximale. Si les potagers déjà effectués sur la zone constituent un premier pas vers l'autonomie alimentaire, il convient d'admettre qu'ils ne suffiront pas, en quantité comme en diversité, à nourrir tous les habitants.e.s de la zone.

Réfléchir une stratégie de permaculture pour l'alimentation de la ZAD nécessite un niveau de défense suffisant pour pouvoir protéger les cultures. Cela nécessite également d'être suffisamment organisé pour gérer la supervision permacole, les travaux des champs, la transformation (farine, pâtes, conserves, etc.) et la distribution.

Il me semble raisonnable de dire que nous avons beaucoup de travail à effectuer d'abord, et que l'autoproduction ne peut être une priorité tant que d'autres problèmes ne sont pas réglés. Cependant, il existe d'autres moyens d'atteindre très rapidement l'autonomie alimentaire.

Je ne parle pas des récups : entre le temps et l'essence utilisée, les arrestations, les déchets qui s'amoncellent, tout ça pour une nourriture de mauvaise qualité pas accessible à tou.te.s (de part la nécessité d'un moyen de transport et de carburant), je ne pense pas que la récup soit réellement une bonne chose, et cela reste indirectement de la dépendance au système et son réseau de production et de distribution.

Nous ne pouvons non plus nous appuyer définitivement sur les dons comme pendant les expulsions, ou nos revenus pour acheter à Super U ce qu'on ne peut récupérer. Réduire et rationaliser nos dépenses doit rester un leitmotiv dans une lutte contre le capitalisme.

La quantité de nourriture (de mauvaise qualité) achetée en supermarché par les zadistes (même s'il s'agit de produits de première nécessité, farine et pâtes, huile, épices et condiments, etc.) est somme toute impressionnante. Si nous regroupions nos besoins dans une Coopérative d'Approvisionnement Populaire (voir Annexe 2 : CAP), nous pourrions nous fournir à moindre coût auprès d'AMAP et/ou de Biocoop, et financer l'agriculture biologique de proximité en consommant des produits de qualité.

La Coopérative d'Approvisionnement Populaire aurait pour rôle de recenser les besoins, les éléments disponibles (autoproduits, donnés ou récupérés), se fournir (suivant une charte prédéfinie) en gros au meilleur tarif les produits non disponibles, et répartir le tout équitablement.

Ensuite, en développant nos capacités à transformer des matières premières en produits finis (pain, pâtes, conserves, vêtements, etc.), nous pourrions envisager le troc avec les AMAP (par ex. : 1kg de pâtes contre 3kg de farine) où la distribution à prix libre sur place et dans les comités de soutien afin de financer l'approvisionnement de nos seuls besoins en matières premières.

2- Matériaux et biens d'équipement

Il convient de réfléchir de la même façon pour les matériaux de construction et autres. Prenons le bois par exemple : récupérer des palettes ne nous autonomise pas puisque nous dépendons toujours de la production du capitalisme ; par contre, passer des heures à les déclouter, puis bricoler avec des planches de mauvaise qualité, dépareillées, etc. nous fait perdre un temps et une énergie précieuse. Voler des poutres ou se les faire offrir invisibilise notre impact économique, alors que la victime ou le donneur financera le producteur en refaisant ses stocks.

Par contre, si nous nous organisons pour récupérer (comme cela aurait pu être le cas en juin 2013⁴), construire (semble un peu optimiste ...) ou même (dans le pire des cas) acheter une scierie, nous pourrions, pour des pacotilles, acheter des troncs complets à un producteur raisonnable, tout en en replantant sur la zone pour compenser notre impact et anticiper les besoins futurs. Nous aurions ainsi accès à exactement ce dont nous aurions besoin et pourrions beaucoup plus facilement et efficacement envisager des constructions de toutes sortes.

Le développement de menuiseries, forges, ateliers de bricolage (dont soudure, vélos, autos, etc.), ateliers de transformation (couture, conserverie, fabrique de pâtes, etc.), fablab, etc. permettra à moyen terme d'être autonome pour tout ce qui concerne la production de produits finis, de la nourriture aux bâtiments en passant pas des ordinateurs.

4 Une scierie complète en fonte avait été proposée à la ZAD de NDDL par le Transfo (Paris). Comme nous ne nous sommes pas organisé.e.s pour la récupérer, il.le.s ont du s'en débarrasser, pour le prix de la ferraille ...

Dans ces conditions, les dépenses en terme de matières premières (qui plus est achetées en grande quantité) seront infimes, facilement financées par le prix libre sur nos excédents de production. Nous développerons ceci plus en profondeur plus bas (Autonomie en production).

3- Énergie

Dans un premier temps, nous ne pouvons rejeter les énergies de Babylone si cela nous réduit à une inefficacité effective. S'il nous faut faire tourner les postes à souder au nucléaire pendant un mois pour fabriquer de quoi produire notre électricité, il est raisonnable de penser à faire cette concession.

Une fois capable de nous fournir toutes les matières premières nécessaires, et de les transformer à volonté, nous pourrons nous atteler à la mise en place de moyens de production d'énergie écologiques et efficaces.

De nombreuses technologies pourraient être déployées afin de diversifier les sources d'énergie : bûchettes de broyat de végétaux à haut rendement (pour remplacer la récolte de bois, longue et épuisant la forêt), méthaniseurs (production de méthane pour la cuisine avec les déchets organiques), éoliennes à pales souples (très simple à construire, production ne nécessitant que de matériaux de base, efficace même en cas de grand vent) ou à axe vertical (rentable à très faible vent), turbines dans les sorties de poêles à bois, moteur Stirling (production d'électricité à partir de toute source de chaleur -solaire notamment-, matériaux de base), production d'huile (pour remplacer le diesel) à base de micro-algues, etc.

Autonomie en production

1- Production de bâtiments et structures

Comme nous l'avons vu, la priorité est de pouvoir construire à la demande, simplement, à moindre coût et à qualité maximale des bâtiments ou structures d'accueil pour tous les équipements que nous voudrions développer (et leurs défenses). L'installation d'une scierie, de menuiseries, forges et ateliers de soudure aptes à fournir les besoins doit être la première étape du travail sur l'autonomie en production.

Il semble adéquat de développer un centre de production afin de centraliser les installations principales et leurs stocks et de pouvoir effectuer des travaux avancés sans devoir déplacer les produits d'un côté à l'autre de la ZAD. De plus, les besoins importants (surtout au début) sous-entendent la nécessité d'équipements suffisamment nombreux, d'une bonne organisation et d'un processus de formation bien réglé afin que chacun puisse être autonome, ou tout du moins que suffisamment de personnes maîtrisent la technologie.

Ce qui n'empêche pas à terme la redondance avec des ateliers décentralisés (éventuellement spécialisés, dans un domaine particulier, la formation, etc.).

2- Transformation des matières premières

Une fois ce premier cap passé, nous pourrions nous atteler à la mise en place de multiples ateliers de production de biens (liste non exhaustive) : transformation (pains, pâtes, vêtements, imprimerie, etc.), briques et autres matériaux avancés de construction, garage vélo et auto, et un Fablab-brico.

Qui c'est Fab l'Abricot ? Un premier Fablab⁵ orienté bricolage permettant un saut qualitatif dans les possibilités offertes aux Léonard.e.s de la ZAD. **[ToDo]** Listes machines et potentiels **[/ToDo]**

Or de nombreux Fablabs préfèrent aujourd'hui des lieux à l'extérieur des contraintes légales, d'espace, etc. de la ville pour s'installer et développer une autonomie technologique (souvent nommée hackerspace) ; parions qu'une ZAD organisée serait un cadre intéressant pour eux.elles.

5 FABrication LABoratory : atelier de prototypage rapide composé de machines-outils pilotées par ordinateur pouvant fabriquer ou modifier rapidement et à la demande des biens de nature variée

3- Développement technologique

Ensuite, il sera temps de concevoir un véritable Fablab axé électronique et informatique pour la conception de notre propre matériel, adapté à nos besoins, nos usages et nos ressources. Talkies criptés, ordinateurs à quelques euros consommant seulement quelques Watts, tout est envisageable.

Cependant, pour donner à tous accès à cette technologie, il convient de concevoir un Fabshop où chacun.e pourra fabriquer facilement le matériel informatique ou électronique dont il.le a besoin. Il faudra prévoir des formations et support d'auto-apprentissage aptes à autonomiser au maximum les utilisateur.euse.s

Il sera également temps de concevoir et fabriquer nos habitats, profitant de toutes les possibilités offertes par les ateliers de production déjà en place pour créer des bâtiments confortables et les plus autonomes possibles.

La constitution de collectifs soudés d'accord sur leurs modes de fonctionnement, leurs besoins et leurs aspirations permettra à ceux-ci de définir clairement leurs besoins en terme d'habitat, le lieu où ils souhaitent s'installer (afin de minimiser l'impact écologique de leur habitat sur la zone, d'assurer de bonnes relations de voisinage dans un quartier qui leur correspond, etc.) et d'organiser les chantiers nécessaire à la réalisation d'un leur lieu de vie optimisé qu'ils sauront fait pour durer (car défendu des forces de l'ordre et protégé des dérives zadistes actuelles).

Autonomie en défense

1- Diversion

Dans un premier temps, nous devons nous libérer du risque d'attaque policière pour pouvoir nous concentrer sur la mise en place du programme. Un appel à actions décentralisées pendant la première étape agirait dans ce sens tout en visibilisant notre projet.

Manifestations, vélorutions ou opérations escargot, actions péage gratuit, auto-réductions ou cantines de rue, sont autant d'exemples de modes d'action non-violents, pas ou peu dangereux qui peuvent occuper les effectifs de police nécessaire à une intervention en force.

Pour la suite, l'organisation d'un camp long devrait regrouper suffisamment de personnes et d'activité pour tenir les forces du désordre à distance le temps de prévoir des défenses adéquates, surtout en période estivale où les besoins sont importants sur les plages, autoroutes et autres infrastructures touristiques.

2- Construction

La tenue des routes doit être notre priorité. Dès que nos capacités de production sont suffisantes, nous devons nous atteler à la construction de moyens de défense efficaces.

Un arche (deux tours reliées par une passerelle et une porte coulissante type herse de château-fort) à chaque entrée de départementale, précédée de chicanes puis de 2 tourelles de guet (avec tyrolienne pour l'évacuation), nous permettrait de garder les routes ouvertes tout en les fermant à la moindre incursion indésirée (voir annexe ? : Plan de Défense).

3- Optimisation

La mise en place de camps d'entraînement permanents derrière chaque entrée permettrait, en plus de l'acquisition d'une efficacité redoutable au combat (pouvant ensuite s'exporter vers les autres ZAD), d'être assuré d'une présence suffisante en première ligne à la moindre attaque.

Une fois ces défenses mises en place, il sera temps de réfléchir à des fortifications plus avancées, la mise en place d'escouades mobiles (black-bloc, medic et cuisine entre autres) aptes à se rendre promptement sur les lieux de combats, la gestion des hélicoptères et drones, etc.

La constitution de stocks suffisant pour tenir un siège prolongé nous protégerait de cette alternative tout en réduisant son intérêt pour les forces du désordre.

Répartition des richesses

Comme nous l'avons vu, il convient de réfléchir et définir la notion de propriété d'usage afin de rompre avec le fantasme de l'abolition de la propriété privée. Vous trouverez dans l'annexe 3 (De la Propriété d'Usage) quelques réflexions de départ à ce sujet.

Si la propriété d'usage est adoptée, nous devons également réfléchir aux modes de répartition des fonds et produits achetés, récupérés, donnés ou auto-produits.

1- Collectivisation

Dans un premier temps, afin de simplifier la mise en place du programme, il nous semble plus simple de débiter par une phase de collectivisation des ressources.

Regrouper les outils et matériaux pour les recenser et ensuite les répartir suivant les besoins, et regrouper nos revenus (RSA et autres, pour 1 ou quelques mois seulement) à disposition de la Coopérative d'Approvisionnement Populaire, afin de lui permettre de répondre aux besoins de chacun ; encore une fois, en regroupant tous nos achats, nous réaliserons des économies d'échelle importantes.

Dans le même temps, un appel au dons permettra d'autofinancer la suite du programme. Ces dons pourraient être répartis ainsi : 1/3 remboursant les dépenses de départ (avance de la caisse de la ZAD et/ou revenus collectivisés), 1/3 finançant les projets et 1/3 finançant le revenu universel dans la seconde étape du programme.

2- Individualisation

Cependant, une collectivisation des ressources à long terme invisibilise l'impact économique de la consommation individuelle et collective. Il nous semble plus pertinent de permettre à chacun.e d'évaluer et contrôler ses dépenses. Une fois définis la propriété d'usage, les collectifs d'habitant.e.s et leur structure organisationnelle de base, nous pourrions mettre en place un mode de fonctionnement plus responsabilisateur.

En distribuant à tou.te.s un revenu universel, nous permettons à chacun.e de subvenir à ses besoins comme il l'entend. Les collectifs pourront, à discrétion, choisir leur mode de gestion des dépenses collectives et individuelles des habitant.e.s.

La structure décisionnelle devra être apte à valider des budgets, afin de permettre un financement collectif des ateliers et autres projets collectifs.

3- Libéralisation

Une fois notre autonomie bien construite, les dépenses restantes devraient être suffisamment réduites (troc de la plupart des produits, achat en gros du reste), et les recettes (prix libre sur les excédents de production) suffisamment élevées pour que le financement ne soit plus un problème.

Nous pourrions alors appeler à arrêter les dons pour passer à une distribution à prix libre de nos produits dans les comités de soutien. En organisant une production minimale de biens finis (pâtes fraîches, vêtements, accessoires, puis informatique) à fin d' « exportation », nous récolterons assurément suffisamment pour subvenir largement à nos besoins.

Dans cette situation, nous pourrions flexibiliser la distribution des richesses à l'interne en permettant à chacun de fixer son revenu librement (dans certaines limites) afin de l'adapter à ses besoins individuels, et supprimer les prix minimum afin de permettre à chacun d'obtenir ce dont il a besoin, même au delà de la limite qu'il s'était fixée.

Cette solution nous semble meilleure que la suppression de la monnaie pour les questions de responsabilisation face à l'impact économique de notre consommation.

Toutefois, les échanges pourraient être virtualisés à l'aide de l'informatique : sans avoir besoin de sortir son porte-feuille et compter sa monnaie à tout bout de champ, chacun.e pourra néanmoins faire le point sur son impact économique et se fixer ses propres objectifs.

Explicitation de la structure organisationnelle

1- Structure de base

La première étape pour chaque lieu consistera à définir le mode de fonctionnement collectif qu'il souhaite mettre en place, c'est à dire réfléchir à la mise en place de sa charte d'organisation. Une trame de départ organisée et la plus exhaustive possible (voir ébauche dans l'annexe 4) permettrait à chaque lieu de débiter facilement sans le bloquer dans un système rigide.

On peut imagier un audit organisé par des volontaires de la commission SO : ceux.celles-ci iraient s'installer temporairement dans les lieux en cherchant à s'intégrer au mode de fonctionnement tout en l'explicitant par une méthode ethnographique. Ils pourraient se relayer, pour ensuite comparer leurs visions avec les chartes rédigées par les collectifs.

Si ce n'est pas déjà fait, un autre gros atelier de cette première étape, c'est la mise en place d'une structure décisionnelle apte à valider les décisions et budgets collectifs. Nous avons déjà abordé ce sujet dans la première partie de cet ouvrage puisqu'elle semble nécessaire au préalable afin de consensualiser et valider le présent programme.

Enfin, il s'agira de mettre en place et faire valider une définition consensuelle de la propriété privée et du revenu universel afin de préparer la seconde étape.

2- Langage de la structure organisationnelle

Une fois ces bases mises en place, nous pourrons nous atteler à la comparaison des modes de fonctionnement afin de ressortir les similitudes et variantes dans un langage commun. Un travail de réécriture progressive des chartes, accompagné éventuellement de déménagements (certain.e.s se rendant compte qu'il.le.s seraient mieux chez les voisin.e.s), permettra de clarifier les situations, et donc à chacun.e de trouver sa place.

Il s'agira donc de clarifier le langage de l'autogestion en définissant les différents modes de partage des tâches, de représentation, de coordination, de réunion, d'action collective, etc. afin que l'on sache enfin de quoi l'on parle plutôt que de dire « *autogère ta merde* » ... et de nettoyer les résultats.

Nous aborderons plus en profondeur ce sujet dans *Zac Ain't Capitalism*.

3- Capitalisation du savoir

Communication globale

Annexe 1 : du partage de tâche en autogestion

Un système autogestionnaire ne peut aspirer à mettre en place un mode de fonctionnement universel. Il doit prendre en compte et **concilier** les différents modes de fonctionnements individuels.

Ainsi, sans tomber dans un manichéisme⁶ réducteur, on peut souvent retrouver deux grandes tendances dans le mouvement alternatif / autonome concernant le partage des tâches :

- **Autonomie** : par exemple, certains préfèrent faire leur vaisselle après chaque repas ;

- **Collectif** : d'autres préfèrent se relayer pour faire une grosse vaisselle collective régulièrement.

Aucun de ses deux fonctionnements n'est préférable en soi. Il est simplement nécessaire d'avoir conscience que les deux peuvent coexister et doivent donc se respecter et s'organiser pour cohabiter en harmonie.

Un "Groupe d'Organisation Collective" devrait ainsi donc mettre en place un roulement suffisant pour que, au minimum, les "autonomes" aient de la vaisselle propre à chaque repas.

6 Manichéisme : tendance à ne considérer que les deux extrêmes (blanc et noir, bien et mal, etc.) sans prendre en compte toute la palette de couleurs intermédiaires.

Annexe 2 : Pour la création de Coopératives d'Approvisionnement Populaire

Nous consommons, sans nous en rendre compte, certains produits en quantités énormes, mais en les achetant individuellement à l'unité. Regrouper les achats des produits que nous ne pouvons (pas encore) produire nous-même permettrait de faire d'énormes économies (voir exemples chiffrés ci-dessous). Cela permettrait soit de réduire notre impact économique, et donc la puissance du capitalisme, soit de soutenir la lutte en cas d'appel aux dons.

Exemple 1 : les feuilles à rouler

20 petites feuilles et 5 feuilles slim par jour, cela fait 154€/an au bureau de tabac (1,10€ et 1,30€).

à 35c/paquet sur internet (spi-discount.com par exemple), chaque fumeur économise plus de 100 euros par an, 10 000€/an pour 100 fumeurs !

Exemple 2 : Keffiehs, lampes, briquets

(linder-partner.com par exemple)

- Keffiehs, une vingtaine de références : 1,78€
- lampes frontales, de poche ou à manivelle : de 1 à 2€
- briquets rechargeables avec lampe à LED : 35c
- cendriers de poches : 86c
- piles AAA : 15c

multipliez la différence de prix en magasin (7 à 10 € le keffieh, 10€ min. pour les lampes, 2€ min. le briquet) par le nombre de pièces que vous avez vu sur la ZAD, et imaginez ce que l'on aurait économisé ...

Perspectives :

Recenser les besoins et trouver des grossistes (à lister quelque part), entre autres : recharge de gaz pour briquets, piles rechargeables et chargeurs, nourriture non auto-produite (en AMAP si possible), vêtements (chaussettes notamment), etc.

Pour certains produits il serait peut-être intéressant de grouper des commandes entre multiples ZAD et comités de soutien afin d'augmenter les quantités et donc baisser les prix.

Les économies d'échelle permettent d'envisager des solutions plus durables (piles et briquets rechargeables, nourriture bio, tissus de qualité pour fabriquer des vêtements, etc.).

La redistribution à prix libre dans les comités permettrait sûrement de financer une partie des besoins de la ZAD.

Annexe 3 : De la propriété d'usage

Nous pouvons nous affranchir de l'opposition entre propriété privée et propriété collective en envisageant de sortir de la propriété de droit (je suis propriétaire parce que je possède un titre de propriété défendu par la loi) pour concevoir la propriété d'usage.

Les richesses produites ou récupérées circulent de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. Appartient alors à un individu ou un collectif ce dont il a usage et qu'il entretient. La liberté des uns s'arrêtant là où commence celle des autres, nous pouvons réfléchir aux limites de la propriété d'usage en ces termes : *"les richesses [seront] réparties de tel façon que ceux qui [auront] beaucoup n'[auront] rien de trop, et ceux qui [auront] peu ne manque[ront] de rien."*

cependant, *"générosité bien ordonnée commence par soi-même"* : si tu ne garde pas le minimum dont tu as besoin, comment pourrais-tu donner aux autres au maximum de ton potentiel ? Tant que tu n'as rien d'inutile, ou que tu ne peux entretenir, et tant que ton voisin n'est à pas plus besoin que toi, tu as droit à ta propriété privée.

Un don doit être un acte volontaire ; clamer qu'ici, *"il n'y a plus de propriété privée"*, ou grogner sur quelqu'un qui refuse de donner, c'est imposer une vision collectiviste, qui, même si elle serait applicable dans un monde parfait, reste totalitaire et intolérante.

Quelques exemple d'application

Ce qui se trouve dans un freeshop (ou centrale de dons) n'a aucun propriétaire, et est donc disponible pour une appropriation individuelle ou collective.

Ce qui est dans un atelier ou une réserve de lieu est une propriété collective qui a vocation à servir aux habitants du lieu, et est donc disponible pour un usage sur place.

Prendre un sac, une veste ou autre qui traîne n'est pas du "*freeshopage*" (abus de langage dédramatisant) mais un vol. ces objets devraient être déposés dans une boîte "objets trouvés", restant la propriété de l'individu.e ou du collectif qui en avait l'usage, pour une déterminée (dépendante du lieu et explicitée), avant d'être "libéré" (ou *freeshopé*, usage correct du terme).

Il en va de même pour l'achat du tabac (ou autre). Certains, "collectif.ve.s", offrent du tabac quand il.le.s en ont et taxent quand il.le.s ont besoin. Très bien, seulement d'autres, pour diverses raisons personnelles, se donnent les moyens d'être "autonomes" dans leur dépendance, et, ayant toujours leur réserve personnelle, ne taxent jamais personne.

Aucun de ces deux comportements n'est encore une fois meilleur en soi. les "autonomes" applique leur droit à la propriété privée, et les collectif.ve.s utilisent une propriété collective qu'il.le.s se doivent d'entretenir (en approvisionnant) selon leurs besoins. Cependant, ami.e.s collectivistes, ayez conscience que si vous taxez sans cesse les autonomes, vous grevez leur budget, sapez leur travail d'autonomisation, voir réduisez la durée de leur visite ... Observez la façon dont chacun choisit de mener sa vie, choisissez la votre (et soyez cohérent.e dans la durée), et respectez les différences pour pouvoir vivre en harmonie.

Annexe 4 : trame de la charte d'occupation

vie du lieu = définition du projet (5W+2H)

- why : déclaration d'intention
- what : définition du projet
- who : structure d'accueil
 - visite
 - hébergement
 - intégration
 - exclusion
- how : structure décisionnelle
- where : plan
- when : horaires

vies individuelles = éogestion

résolutions collectives consensuelles ayant pour objectifs :

- d'assurer le bon fonctionnement / la pérennité du projet
- d'assurer à tous un cadre de vie satisfaisant

- drogues, alcool, tabac, etc.
- non violence
- espaces privés
- propriété privée
- animaux domestiques

vie collective = organisation / autogestion

- temps collectifs
- tâches collectives
- chantiers collectifs
- espaces collectifs
- propriété collective / commune
- animaux collectifs

vie de "quartier" = intégration dans l'environnement

relation avec les autres entités organisationnelles

- relation de voisinage
- relation avec l'entité supérieure (ex.: le quartier pour un lieu)
- relation avec les entités inférieures (ex.: les différents lieux d'un quartier)

communication

- Interne (réunions, temps collectifs, cahiers, tableau d'affichage, signalétique, etc.)
- externe (journal, site web, tableau d'affichage externe, apéro créée, etc.)
- atemporelle = capitalisation du savoir (HowTo, cahiers, CMS, etc.)

Zadista Anarkia Corpus

Préambule :

La Pilule Rouge

Vision d'un Monde en Déchéance et quelques Issues possibles

Tome 1 :

Le Terrier du Lapin Blanc

A propos de « l'Absence de Structure » sur la ZAD de NDDL

Tome 2 :

De l'autre Côté du Miroir - Partie 1

Comment faire entendre « la Voix du Peuple » sur une ZAD

Aparté :

L'Enfer c'est les Autres

Des Mécanismes sociaux de Régulation en Communauté autogérée

Tome 3 :

De l'autre Côté du Miroir - Partie 2

De la Zone A Défendre à la Zone d'Autonomie Définitive

Aller plus loin :

Zac Ain't Capitalism (A paraître)

Base d'un Langage de la Structure organisationnelle autogérée

Vous êtes libre de partager et remixer ce texte. Pour plus d'informations sur la licence Creative Commons :
<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/deed.fr>

